

Le très hon. MACKENZIE KING: Il y était question de l'autorité arbitraire exercée d'une façon quelconque, par un tribunal ou une commission.

M. TURNBULL: Certainement, mais non de l'autorité arbitraire exercée par le Parlement ou par le moyen de décrets, si vous voulez. L'article traitait des causes entre particuliers instruites par ces nouveaux tribunaux, mais n'abordait pas la question de l'autorité législative. Le juge en chef serait le dernier à critiquer la législation ou les méthodes parlementaires. Il critique l'administration de la justice civile par la compétence juridique accordée à des commissions et enlevée aux tribunaux réguliers. Et il cite les conseils des accidents du travail comme l'exemple le plus frappant.

M. GARLAND (Bow-River): Avant l'adoption de l'article, je tiens à noter que les critiques du chef de l'opposition ne touchent pas particulièrement au bill même, mais constituent la condamnation bien fondée de l'oubli où nous tenons la nécessité d'une politique nouvelle en matière monétaire. Le chef de l'opposition a raison de s'élever contre le régime de la rareté artificielle: chaque acte du Gouvernement actuel et de son propre ministère dans le passé avait pour objet en somme de contribuer à créer cette rareté, pour que les entreprises commerciales et autres pussent tirer avantage du relèvement des prix ainsi créé.

Je puis me tromper, mais j'espère que non; en tout cas, à mes yeux, le projet a pour objet d'améliorer les méthodes de mise sur le marché du producteur primaire de façon à lui permettre de toucher une plus large part de l'argent consacré par le consommateur à l'achat des denrées ainsi mises sur le marché. Si le bill avait un autre but, je ne l'aurais pas appuyé, je pense. Comme l'a dit le chef de l'opposition, vu le régime actuel et le type de nos ministres ou de ceux d'autres pays, nous ne pouvons nous attendre à l'adoption d'un programme politique destiné à atteindre la fin que nous devrions nous proposer, a-t-il laissé entendre, c'est-à-dire le relèvement de la puissance d'achat de la masse. Tant qu'existeront la politique dite de la monnaie saine et les restrictions imposées par l'étalon-or, tant que persistera la disproportion injuste dans le revenu des citoyens du pays, l'Etat sera en mesure de créer la rareté artificielle. Le ministère du chef de l'opposition ne l'a pas plus évité que le Gouvernement actuel. Nous acceptons le projet de loi seulement à titre de moyen de remédier légèrement aux maux inhérents à un régime monétaire défectueux. Voilà

tout. La France a présenté à la conférence un projet de traité tendant à la limitation bien définie dans la production d'un grand nombre de denrées essentielles. L'exemple du Brésil est en quelque sorte devenu classique dans le domaine des réformes monétaires. L'an dernier, ce pays a détruit six millions de sacs de café et près d'un million, l'année précédente. En 1926, l'Egypte a restreint la vente du coton; l'Etat du Texas aussi. Voilà la restriction artificielle de la production qu'on nous offre comme remède sous le régime existant.

L'honorable député de Rivière-de-la-Paix (M. Kennedy) me fait remarquer que le chef de l'opposition n'a pas exposé de plan en vue du relèvement dans la puissance d'achat de la masse, pour permettre à celle-ci de consommer l'abondance des denrées qu'elle est incontestablement en mesure de produire. Voilà toute la question, selon moi. Si les honorables membres veulent prendre les paroles bien placées du chef de l'opposition et les analyser à la lueur de la situation générale dans le monde économique et du régime social existant et élaborer un plan tendant à assurer la consommation de notre production, au lieu de tenter la réglementation, nous serions tous acheminés vers des temps plus heureux. Je conviens avec le chef de l'opposition qu'il n'existe, effectivement, aucun surplus de production sur le globe. Il n'existe pas d'excédent de blé, pas d'excédent des produits d'acierie, pas de surplus d'aucune sorte, et il ne peut y avoir de surplus, comme l'a noté un esprit aussi éclairé que l'est celui du chef de l'opposition, sir Basil Blackett, un directeur de la Banque d'Angleterre; tant que le dernier sauvage ne vivra pas comme un millionnaire. La difficulté, chez sir Basil Blackett comme chez le chef de l'opposition, c'est qu'ils n'ont pas établi le rapport entre leur conception générale de nos problèmes et la nécessité de réformes monétaires par voie législative. Il importe de ne pas perdre de vue le fait que la masse de notre population n'a jamais touché un revenu assez fort pour être impossible le revenu de 97½ p. 100 de la population du Canada reste en deçà du niveau établi par l'Etat pour les fins de l'impôt sur le revenu. Tout cet impôt a été versé au fisc par 2½ p. 100 de la population. En présence d'une pareille rareté du pouvoir d'achat, d'un côté et, de l'autre, d'immenses richesses qui dominent tout, comment est-il possible de continuer? Le système financier actuel n'a jamais effectué une distribution efficace de la faculté d'achat, voilà. Jamais, à aucune époque. Certains libre-échangistes et des économistes dont les idées remontent au temps de